PRISM 86
ISCG

POLICE
NATIONALE

RAPPORT D'ACTIVITÉ

L'INTERVENANT SOCIAL AU COMMISSARIAT DE POLICE DE POITIERS

2025

ADSEA 86

LE PRISM

Le PRISM est l'un des 5 poles de l'ADSEA 86 aux cotés du Pole Enfance, du Pole SISA, du Pole CART et du Pole Prévention Spécialisé



Le PRISM (Pôle de Réparation pénale, d'Investigation, de Soutien éducatif et de Médiation) est un pôle socio-éducatif regroupant différents services de milieu ouvert, indépendants les uns des autres, œuvrant dans le champ de la protection de l'enfance, de la délinquance des mineurs, du soutien aux familles et de l'aide aux victimes et des personnes majeures sous-main de Justice.

Toutes les mesures du PRISM mises en œuvre sont, pour la plupart, ordonnées par des magistrats (Parquet, juge des enfants, juge aux affaires familiales, juge d'instruction, juge des tutelles, Cour d'Appel), d'autres notifiées par le Président du Conseil Départemental. Dans le service d'aide aux victimes et celui de la médiation familiale, les personnes viennent à leur propre initiative.

Le PRISM possède des locaux à Potiers et à Saintes, et a vocation à intervenir sur 3 départements : la Vienne; la Charente Maritime et la Charente

14 rue de la demi lune
86 000 Poitiers

3 rue du clos fleuri
17 100 Saintes

05 49 00 26 52

prism@adsea86.fr

SOMMAIRE

PRÉSENTATION DU SERVICE 01

LES MISSIONS DE L'ISCG 02

CHIFFRES CLEFS DE L'ACTIVITÉ 03

FOCUS SUR LES ACTIONS MENÉES EN 2025 04

PERSPECTIVES 2026 05

LE DISPOSITIF ISC

Deux salariés du PRISM alternent sur ce poste d'intervenant social du commissariat de Poitiers.

Ils sont installés au commissariat de Police de Poitiers et sont rattachés au commandant divisionnaire

Ils interviennent principalement dans un cadre préventif hors champ pénal et travaille en étroite collaboration avec la brigade des mineurs et des familles.

LES FINANCEMENTS

Le dispositif bénéficie d'un financement tripartite avec le soutien de :

de la préfecture à travers le Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance

du Département de la Vienne

de la communauté d'agglomération de Grand Poitiers

L'autorité

L'iSC est placé sous l'autorité fonctionnelle de la Gendarmerie et sous l'autorité hiérarchique du PRISM. Une note de l'ANISCG, l'association nationale des ISCG à laquelle le PRISM est affiliée, a repris dans une note de 2021 les champs respectifs de compétences de chacune des autorités

les missions

A ce jour, les missions de l'intervenant social sont clairement définies comme relevant de l'action sociale, distinctes des missions de sécurité publique. Leur rôle s'articule autour de plusieurs missions essentielles :

1. **Accueil et écoute** en évaluant la nature des besoins sociaux révélée dans le cadre de l'activité des forces de l'ordre
2. Intervention sociale **de proximité** selon la situation de crise
3. Participation au **repérage précoce** des situations de détresse sociale afin de prévenir une éventuelle dégradation
4. **Informations et orientations** spécifiques vers les services sociaux de secteur, spécialisés et/ou les services de droit commun
5. **Facilitation du dialogue interinstitutionnel** entre les services de sécurité publique et la sphère socio-médico-éducative.

le role de l'ANISCG

La fédération est un lieu ressource pour les ISCG parfois isolés et un lieu de perfectionnement de la pratique professionnelle, notamment avec les formations et journées thématiques dédiées

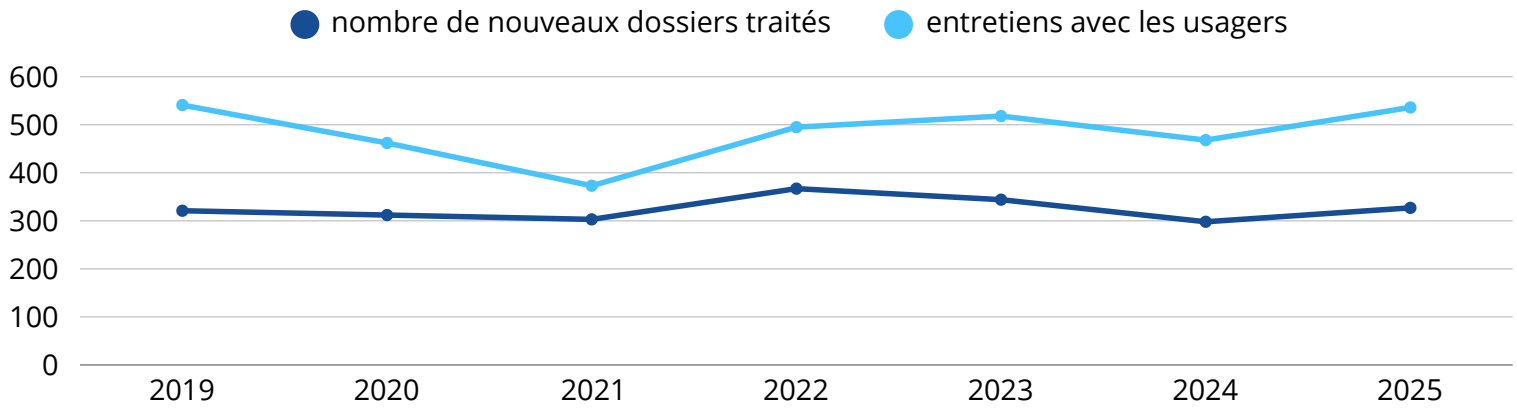
Ainsi les professionnels peuvent se rencontrer lors de temps d'échange nationaux ou des temps d'échanges locaux. Depuis 2024; une professionnelle du PRISM est référente régionale pour l'ANISCG; ce qui signifie qu'elle organise des journées entre les ISCG et qu'elle peut être une personne ressource pour les nouveaux professionnels. L'expertise de la professionnelle en question, et a fortiori du PRISM, est donc reconnue par ses pairs.

LES CHIFFRES CLÉS

Fruit d'un travail entre le ministère de l'interieur et l'ANISCG, la grille des statistiques des ISCG met en avant deux éléments quantitatifs qui font partie des missions des ISCG : les rencontres avec les usagers et les échanges partenariaux. En cours d'année 2025 une évolution de la grille a eu lieu, sans révolutionner les données, elle permet de mettre en exergue différents éléments et a première vue, semble moins lourde administrativement. Ce dernier point mérite tout de même d'être étudié sur une année complète

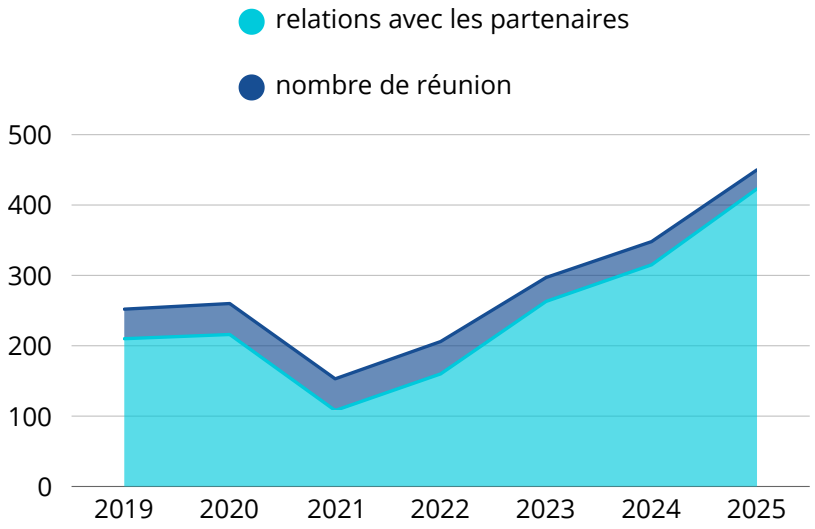
le nombre d'usager rencontrés

A moyen constant depuis 2019; on constate une stagnation et un plafond atteint en ce qui concerne le nombre de personnes accompagnés par les professionnels, qui oscille entre 300 et 350 depuis plusieurs années. Le constat est le même en ce qui concerne les entretiens avec les usagers, avec 536 entretiens en 2025. La hausse du nombre d'entretien est tout de même importante par rapport à 2024, puisque elle est de 14.5%



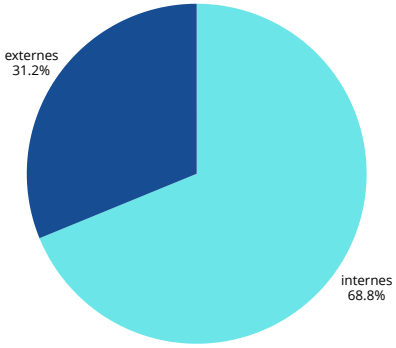
le nombre de réunions et de partenaires rencontrés

Facilitateur du dialogue interinstitutionnel, l'ISC a vocation à rencontrer régulièrement les partenaires. En augmentation constante depuis 2021, le nombre de réunion et d'échanges partenariaux est constaté de nouveau cette année. La hausse est conséquente puisque en 4 ans les rencontres **ont augmenté de 291%**, ce qui explique aussi la légère baisse des entretiens et personnes accompagnées.



LES CHIFFRES CLÉS

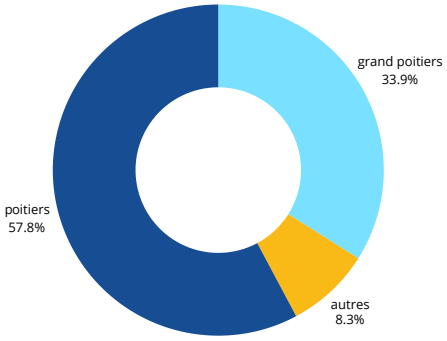
L'ORIGINE DES SAISINES



Parmi les saisines externes, on retrouve la proportion des contacts directs avec les intéressés qui est régulièrement aux alentours des 50%. Les autres saisines externes proviennent essentiellement des services sociaux et des associations, notamment france victimes 86

L'ORIGINE GÉOGRAPHIQUE

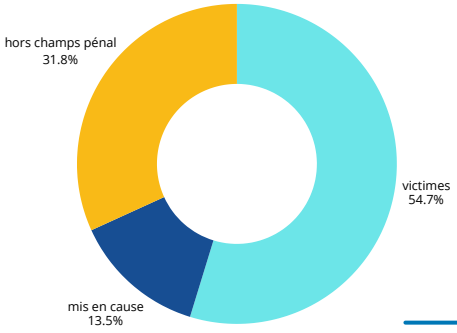
Les personnes reçues par les ISC sont originaires principalement de la ville de Poitiers. Cependant, on constate une part toujours plus importantes de personnes bénéficiaires domiciliées dans des communes de grand Poitiers (hors Poitiers). En 2023, ce public représentait 24 % contre **34%** cette année



les violences conjugales

En lien avec la hausse du nombre de dossiers de violences conjugales traités depuis maintenant plusieurs années ainsi que leur priorisation par les forces de l'ordre et plus généralement par l'institution judiciaire, le nombre de dossiers traités pour ce contentieux est majoritaire chez les ISCG. S'agissant d'un contentieux où sont surreprésentées les femmes majeures, le profil type des usagers est forcément impacté.

auteurs et victimes

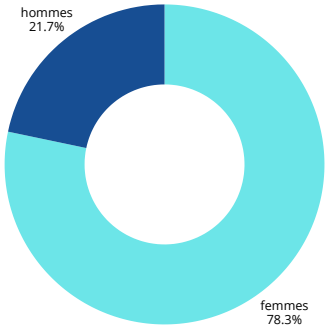


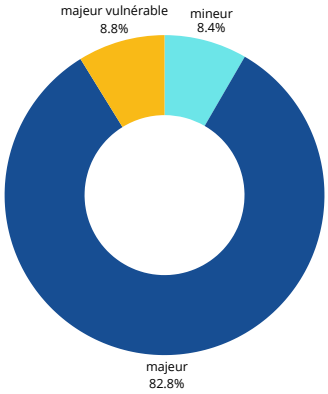
les mis en cause représentent une population toujours très faible de la prise en charge des ISC. Néanmoins cette part est en hausse (+4 points). Notons qu'elle est aussi la part la plus importante lorsqu'on compare aux autres dispositifs de la vienne (ISC Chatellerault - ISG)

LES CHIFFRES CLÉS

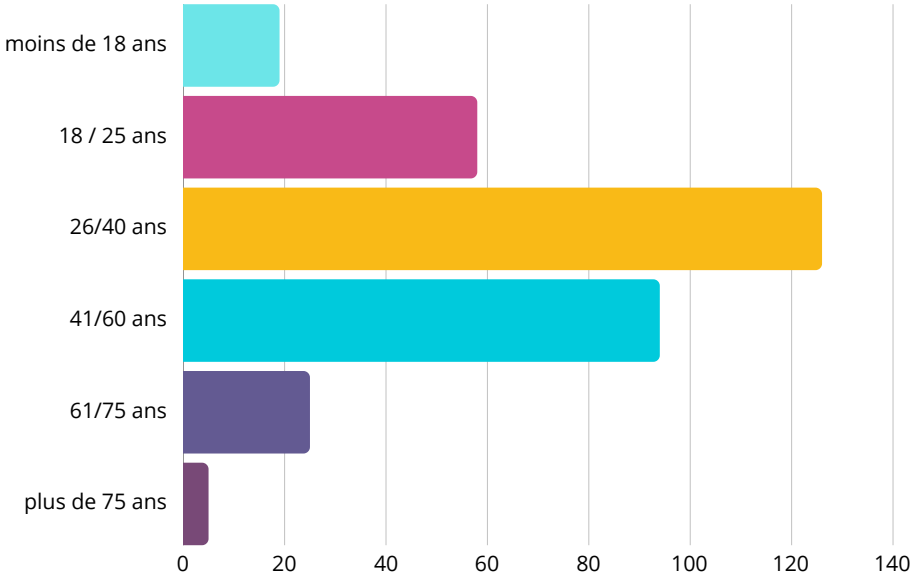
genre et age

En lien avec l'infraction majoritairement représentée, on retrouve **majoritairement des femmes** (78%) soit une hausse de 10% par rapport à 2024, agées entre 26 et 59 ans. Les statistiques permettent d'affiner la tranche d'age et ajoute une nouvelle catégorie qui met en exergue le nombre de personnes vulnérables accompagnées: **:20 soit 9% du public.**
Concernant les mineurs, tout comme les majeurs vulnérable et les personnes d'un grand age, les proportions restent faibles, néanmoins, il s'agit du dispositif intervenant le plus sur ces champs là dans la Vienne.
Si l'ISC est régulièrement rattrapé et accaparé les violences intra familiales , la volonté des ISCG et l'esprit du dispositif a vocation à le faire intervenir auprès des populations les plus précaires et fragiles. On constate avec ces chiffres qui sont en hausse que l'intervention revient davantage vers ce qu'elle devrait être et que l'embolisation due aux VIF et même plus précisément aux violences conjugales est peut être passé.





Le fait que le dispositif rencontre davantage de mineurs engendre aussi un nombre important d'IP rédigée. En effet, 19 IP ont été rédigé au cours de l'année 2026

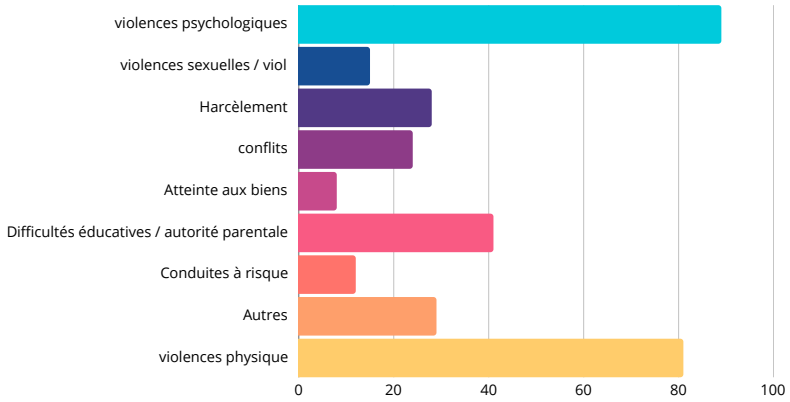


19
information préoccupante

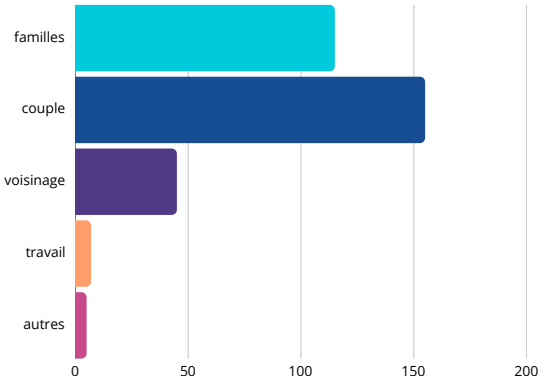
LES CHIFFRES CLÉS

les problématiques rencontrées

fruit de la nouvelle grille de statistique, apparaissent désormais uniquement le contexte de la problématique identifiée.
En fonction de la problématique évaluée, l'ISC va accompagner la personne sur ce sujet avant de l'orienter vers le partenaire adéquat.
Parmi les problématiques identifiée, on retrouve une continuité de chiffre par rapport aux années précédentes.



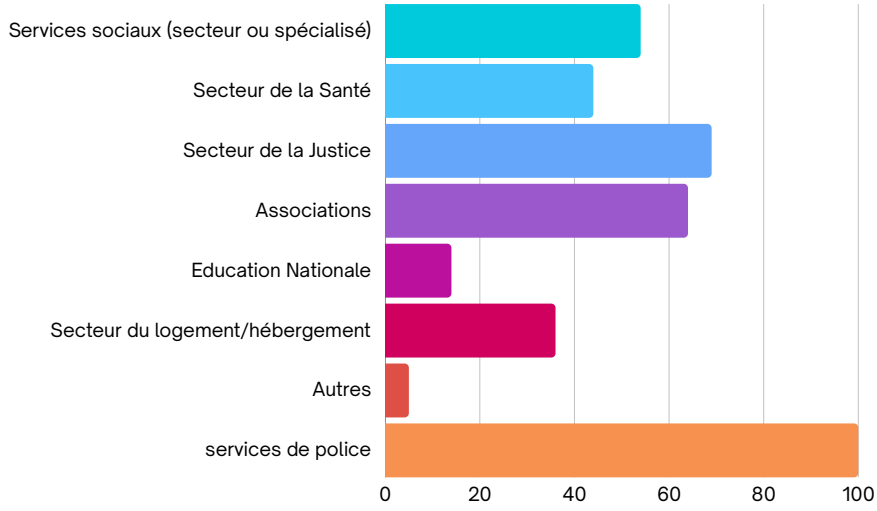
le contexte



le contexte d'intervention est essentiellement le couple et lorsqu'il ne l'ai pas est celui de la famille. Aussi on constate à travers ces chiffres que l'ISC a vocation à intervenir dans l'intimité de la vie de la personne. Néanmoins, on constate aussi le dévoiement du dispositif puisque l'ISC aurait vocation à intervenir sur un spectre beaucoup plus large, ce qu'il ne fait pas aujourd'hui, ou dans des proportion très faible, mais cela s'explique par le volume de dossier VIF traités.

les orientations

l'ISC oriente de manière importante vers le secteur judiciaire. L'évolution de 2025 est surtout la hausse importante des orientation vers le soin et vers le secteur social et les associations qui reflète aussi la précarité des publics accueilli et les besoins sociaux et médicaux des usagers des brigades de gendarmerie.



FOCUS SUR L'ANNÉE 2025

LA NOUVELLE GRILLE DE STATISTIQUE

fruit d'un travail entre la direction de la police et l'ANISCG au niveau national, une nouvelle grille statistique a vu le jour. Son apparition en cours d'année n'a été sans générer quelques difficultés. Elle semble toutefois permette moins de lourdeur administratif pour les ISCG mais ne permet pas d'avoir une vision par exemple des dossiers n'ayant pas pu être traité faute de temps.

LA COMMUNICATION

Poste repéré au niveau départemental, d'année en année, l'ISC a vocation à réaliser de la communication. Celle-ci peut prendre plusieurs formes et en 2025 elle a été à la fois sur la création d'outil la rencontre de professionnels (infirmiers libéraux en présence du président de l'ordre des médecins de la vienne) et à destination des futurs professionnels : une présentation à l'IRTS de Poitiers, en collaboration avec l'autre dispositif (ISG) auprès des des etudiants éducateurs spécialisés a eu lieu

L'EXTÉRIEUR

Basé au Commissariat de police de Poitiers, l'es ISC peuvent tout de même se rendre sur l'exterieur; c'est même recommandé dans certains cas de figure. Ainsi des entretiens réguliers ont pu avoir dans les commissariats de quartier de Poitiers, tandis que des visites à domicile ont été réalisés.
Dans ce cas de figure ils sont souvent sollicités par les forces de police directement.
traité faute de temps.

L'ÉLARGISSEMENT DES CRITÈRES DES MAINS COURANTES

En 2025 les critères de recherches des mains courantes ont évolué afin d'ouvrir les mises à dispositions à d'autre situations que les violences conjugales et intrafamiliales.
Cette sélection s'est faite sans difficultés avec les services des archives qui sélectionne chaque jour les mains courantes

Toutefois, l'actualité 2025 et la réalité des besoins des situations VIF n'a pas permis de mis à disposition vers un public plus diversifié. Eu égard à la multiplicité d'intervenant sur les VIF, cela reste un projet qui sera porté en 2026

PERSPECTIVES 2025

01. Le changement de bureau

Si les ISC ont changé en 2025 de bureau pour la 4ème fois en 4 ans, un nouveau changement est prévu en 2026. Celui-ci devra davantage durer dans le temps les précédents s'expliquant notamment par la conjoncture et la fermeture temporaire d'un commissariat de quartier. Au regard de la configuration des lieux, l'enjeu pour les ISC sera de se voir attribuer un bureau à l'équilibre entre l'accessibilité pour les usagers, le respect de la confidentialité et d'une relative sérénité pour la personne se présentant en entretien.

02. L'articulation avec le DAV

Une chef de la délégation à l'aide aux victimes devrait prendre ses fonctions au cours de l'année. Parmi les missions qui lui seront assignées, il sera en référence des ISC et aura des taches en lien avec le public des ISC. Aussi la question de l'articulation devra se poser et un travail de proximité devra avoir lieu.

03. la structuration du dispositif

Reposant sur 3 financeurs, le département, le FIPD et la communauté de commune de grand poitiers, le dispositif est dimensionné pour 1 ETP.

Presque exclusivement les budgets comportent de la masse salariale.

Néanmoins, les hausses de charge pour les employeurs (ancienneté des professionnels, cotisation patronales, prime ségur) engendrent un déficit financier sur le dispositif.

Un comité des financeurs à été sollicité par l'ADSEA 86 puisque en l'état, le dimensionnement du nombre d'ETP alloué à l'action est questionné. et est envisagé la diminution du nombre d'ETP fin 2026 si des financement permettant un équilibre financier ne sont pas trouvé